



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Crise agricole

Question au Gouvernement n° 183

Texte de la question

CRISE AGRICOLE

Mme la présidente . La parole est à M. Jordan Guitton.

M. Jordan Guitton . Ma question s'adresse à Mme la ministre de l'agriculture.

J'étais hier soir à Troyes, dans ma circonscription, pour une manifestation agricole, et j'y ai entendu la même chose que l'année dernière, la même chose qu'en 2022, qu'en 2017, qu'en 2012 ou même qu'en 2007. Car depuis des décennies, des traités de libre échange sont signés et votés par tous les partis au pouvoir, LR, macroniste ou PS, et exposent nos agriculteurs à la concurrence déloyale de produits qui ne respectent aucune norme sanitaire et environnementale. (*« Eh oui ! » sur les bancs des groupes RN et UDR.*) Le Mercosur, c'est l'aboutissement d'un processus de destruction massive de notre modèle agricole alors, il faut le rappeler, que nous importons déjà 300 000 tonnes de viande bovine et un poulet sur deux consommé, par la faute de ceux qui l'ont permis, c'est-à-dire de tous les anciens gouvernements ! Et pendant que vous essayez de gagner du temps sur le Mercosur, qu'en est-il du reste ? Les agriculteurs veulent vivre de leur travail grâce des prix rémunérateurs, voir un État qui, dans le cadre d'une vie administrative simplifiée, les protège de la concurrence déloyale et de la fraude à l'importation. Dès lors, pourquoi ne pas avoir proposé une loi d'orientation agricole complète dès l'automne ?

En outre, allez-vous enfin faire appliquer la loi Egalim et procéder à des contrôles à l'importation ? Où en êtes-vous dans le réalignement des normes françaises au moins sur les normes européennes pour que s'exerce une concurrence loyale au sein du marché unique – je pense notamment à l'acétamipride et aux néonicotinoïdes ? Qu'en est-il de l'instauration de prix minima afin que jamais une production puisse être achetée à perte ? Allez-vous mettre en œuvre le patriotisme économique dans la commande publique ? Qu'en est-il enfin des problèmes de transmission des exploitations jamais abordés par votre gouvernement dans le projet de loi de finances ?

Toutes ces questions peuvent se résumer en une : allez-vous commencer à agir ou continuer à subir ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes RN et UDR.*)

M. Thomas Ménagé . Bravo !

Mme la présidente . La parole est à Mme la ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt.

Mme Annie Genevard, *ministre de l'agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la forêt* . Tout d'abord, n'oubliez pas que la France est une grande nation exportatrice de produits agricoles et que les accords

équilibrés que l'on conclut avec d'autres pays sont utiles à nos producteurs. Après ce rappel, j'en viens à votre question.

Vous abordez beaucoup de sujets et je voudrais revenir sur plusieurs d'entre eux.

S'agissant de la loi d'orientation agricole, je rappelle que le texte a déjà vécu sa première lecture ici, et qu'il a été beaucoup amendé, au point de parvenir à un état qui ne lui permettra peut-être pas de devenir la grande loi agricole que certains espéraient. En tout cas, c'est une loi qui est attendue par les agriculteurs (*Exclamations* sur plusieurs bancs du groupe RN), ce qui devrait vous inspirer un peu plus de mesure dans votre analyse. (Applaudissements sur les bancs du groupe DR.)

Vous abordez aussi la question des normes européennes. Vous ne trouverez pas chez moi une défenseuse de la surtransposition. Nous avons toujours dit, dans la famille politique à laquelle j'appartiens mais aussi dans une large partie de cet hémicycle, combien la surtransposition des normes européennes était mortifère pour notre agriculture – vous évoquez à ce propos deux produits en particulier. (*Mêmes mouvements.*)

M. Thibault Bazin . Très bien !

Mme Annie Genevard, *ministre* . Soyez-en certain ce débat viendra très rapidement, avant le Salon de l'agriculture, et nous verrons bien alors comment les uns et les autres se positionnent par rapport à la question de la surtransposition, qui est en effet vraiment très défavorable à nos producteurs.

J'en viens à votre proposition d'instaurer un prix minimum pour garantir aux agriculteurs un revenu qui leur permette de vivre de leur travail. Cette idée peut sembler séduisante mais, en réalité, le prix minimum sera le prix maximum : je doute que ce soit la meilleure façon de garantir et le cours de la matière première agricole et le revenu des agriculteurs. (*Applaudissements* sur plusieurs bancs du groupe EPR.) Je pense que ce serait même tout le contraire.

Enfin, vous aurez à nouveau l'occasion de vous exprimer sur Egalim puisque nous légiférerons dans quelques mois sur ce sujet important. (*Applaudissements sur les bancs du groupe DR.*)

Mme la présidente . La parole est à M. Jordan Guitton.

M. Jordan Guitton . La vérité, c'est qu'avec ce que vous appelez votre famille politique, vous avez rejoint le macronisme pour quelques postes ministériels et pour travailler aux côtés de ceux qui ont mis à genoux l'agriculture française depuis sept ans ! Assumez au moins un peu ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe RN. – Applaudissements sur les bancs du groupe UDR.*)

Données clés

Auteur : [M. Jordan Guitton](#)

Circonscription : Aube (1^{re} circonscription) - Rassemblement National

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 183

Rubrique : Agriculture

Ministère interrogé : Agriculture, souveraineté alimentaire et forêt

Ministère attributaire : Agriculture, souveraineté alimentaire et forêt

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 20 novembre 2024

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 20 novembre 2024